Intermédiation en assurance

2000/0213(COD) - 16/10/2001

La commission a adopté le rapport de M. Luis BERENGUER FUSTER (PSE, E) qui approuve, dans les grandes lignes et sous réserve de nombreux amendements techniques et rédactionnels visant à clarifier le texte, cette proposition relevant de la procédure de codécision (première lecture). La commission estime, par exemple, qu-il devrait ressortir clairement du texte que certaines activités ne relèvent pas du champ d-application de la directive en ce sens qu-elles sont effectuées par des individus ou des organisations dont la principale activité n-est pas de vendre des assurances mais qui proposent des contrats d-assurance standardisés en liaison avec leur activité principale, à l-image des forfaits d-assistance au voyageur proposés par les agences de voyage, de l-assurance-maladie pour animaux délivrée par des vétérinaires ou des assurances automobiles (tierce partie, véhicule, accident) proposées par les revendeurs automobiles. Le rapport demande également que l-exigence d-honorabilité soit étendue de manière à disqualifier quiconque a été condamné pour délit contre la propriété ou a fait l-objet d-une procédure judiciaire d-insolvabilité concernant leurs biens et non pas seulement ceux qui se sont rendus coupables de délits liés aux activités d-assurance.